



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Une équipe de recherches face aux problèmes de développement

A. Brun, J.-P. Deffontaines, P.-L. Osty, Michel Petit

Citer ce document / Cite this document :

Brun A., Deffontaines J.-P., Osty P.-L., Petit Michel. Une équipe de recherches face aux problèmes de développement. In: Économie rurale. N°99-100, 1974. Le développement agricole en France. pp. 105-114;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1974.2281>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1974_num_99_1_2281

Fichier pdf généré le 26/03/2019

Résumé

A la demande des organisations professionnelles des Vosges, une équipe de recherches pluridisciplinaire a été constituée en vue d'analyser les principaux problèmes posés par le choix d'une politique de développement agricole pour ce département.

Après avoir rappelé les principales étapes de la démarche suivie par l'équipe de recherche (études analytiques, essai de synthèse présentée sous forme de « diagnostic », participation aux commissions préparant le programme pluriennal), cet article insiste sur deux difficultés de ce type de recherches faites en relation avec une demande : la relation avec l'action, et la pluridisciplinarité.

Tout programme de développement résulte nécessairement d'un choix politique entre des objectifs plus ou moins contradictoires, souvent mal élucidés. Dans ce contexte, les chercheurs ne peuvent pas rester neutres même si leurs positions idéologiques ne sont pas toujours conscientes. Il en résulte que les difficultés de communication entre disciplines peuvent refléter des divergences idéologiques qu'il convient alors de tenter de clarifier. Quant au rôle des chercheurs face aux décideurs, il doit probablement être précisé en fonction d'une nouvelle conception des relations entre analyse, formation et action.

Abstract

A pluridisciplinary research team in relation with problems of development - At the request of farm organizations in the « département des Vosges », a pluridisciplinary research team was set up in order to study the main problems raised by the choice of an agricultural development and extension policy for the area.

After having recalled the main phases of the approach followed by the research team (analytical studies, synthetic attempt under the form of a « diagnostic », participation to commissions preparing a pluriannual development programme), this article dwells on two difficulties of this type of research made in relation with a

demand : the relationship with action and pluridisciplinarity.

Any development program is a result of a political choice between objectives which are more or less contradictory and often unclear. In this context, the researchers can not remain neutral even though they may not always be fully conscious of their ideological positions. As a result the difficulties of communication between disciplines may reflect diverging ideologies which then should be clarified. As to the role of researchers in relation with decision makers, it has to be specified in view of a new conception of the relationship between analysis, education and action.

Une équipe de recherches face aux problèmes de développement

par

A. BRUN, maître de recherches (INRA, Dijon),

J.-P. DEFFONTAINES, maître de recherches et

P.-L. OSTY, chargé de recherches (INRA - SEI, Versailles),

M. PETIT, professeur (ENSSAA, Dijon).

J.-H. TESSIER, J. BONNEMAIRE, chaire de ZOOTECHINE (ENSSAA, Dijon)*

A la demande des organisations professionnelles des Vosges, une équipe de recherches pluridisciplinaire a été constituée en vue d'analyser les principaux problèmes posés par le choix d'une politique de développement agricole pour ce département.

Après avoir rappelé les principales étapes de la démarche suivie par l'équipe de recherche (études analytiques, essai de synthèse présentée sous forme de « diagnostic », participation aux commissions préparant le programme pluriennal), cet article insiste sur deux difficultés de ce type de recherches faites en relation avec une demande : la relation avec l'action, et la pluridisciplinarité.

Tout programme de développement résulte nécessairement d'un choix politique entre des objectifs plus ou moins contradictoires, souvent mal élucidés. Dans ce contexte, les chercheurs ne peuvent pas rester neutres même si leurs positions idéologiques ne sont pas toujours conscientes. Il en résulte que les difficultés de communication entre disciplines peuvent refléter des divergences idéologiques qu'il convient alors de tenter de clarifier. Quant au rôle des chercheurs face aux décideurs, il doit probablement être précisé en fonction d'une nouvelle conception des relations entre analyse, formation et action.

A PLURIDISCIPLINARY RESEARCH TEAM IN RELATION WITH PROBLEMS OF DEVELOPMENT

At the request of farm organizations in the « département des Vosges », a pluridisciplinary research team was set up in order to study the main problems raised by the choice of an agricultural development and extension policy for the area.

After having recalled the main phases of the approach followed by the research team (analytical studies, synthetic attempt under the form of a « diagnostic », participation to commissions preparing a pluriannual development programme), this article dwells on two difficulties of this type of research made in relation with a

demand : the relationship with action and pluridisciplinarity.

Any development program is a result of a political choice between objectives which are more or less contradictory and often unclear. In this context, the researchers can not remain neutral even though they may not always be fully conscious of their ideological positions. As a result the difficulties of communication between disciplines may reflect diverging ideologies which then should be clarified. As to the role of researchers in relation with decision makers, it has to be specified in view of a new conception of the relationship between analysis, education and action.

UNE EQUIPE DE RECHERCHE FACE AUX PROBLEMES DE DEVELOPPEMENT

Le passage de la vulgarisation au développement, la responsabilité de ce développement confié à la profession, ont élargi considérablement les objectifs de cet effort de promotion des hommes, pour reprendre l'ex-

pression de Pisani qui distinguait dans la politique agricole les actions sur l'homme, sur l'espace et sur le produit. Or cette politique de développement qui met en œuvre des moyens relativement importants (1), est soumise à des critères sévères et divers.

(1) La Cour des Comptes a estimé ces « ressources, en 1970, à 300 millions de francs environ, non compris l'aide allouée par le FORMA aux groupements de producteurs ».

Le rapport de la Cour des Comptes pour 1970 a repris un certain nombre de ces critiques. Il souligne en particulier :

- la complexité des structures et des circuits financiers,
- l'indétermination des objectifs,
- les défauts des programmes,
- l'insuffisance du contrôle.

On peut lire notamment : « la portée des actions de développement agricole demeure incertaine. Si les connaissances et les méthodes nouvelles peuvent se propager par la vertu de l'exemple au-delà du cercle restreint des exploitants innovateurs, il n'en est pas moins permis de douter que l'effort entrepris ne bénéficie qu'insuffisamment, et de façon indirecte, au grand nombre de ceux qui en ont le plus besoin ».

Un peu plus loin, le rapport estime à 17 % la fraction des agriculteurs touchés directement par des actions de développement. Des conseillers agricoles voulant stigmatiser ce genre de critique, portant sur la proportion des agriculteurs touchés (« vous ne touchez que 10 % des agriculteurs »), rétorquent après avoir souligné la part importante des agriculteurs âgés dans la population d'agriculteurs : « si l'on se donne la peine de considérer les vrais agriculteurs, ceux qui peuvent et doivent bénéficier des actions de développement, on ne peut raisonnablement accepter la théorie des mystificateurs 10 % (2). Il faudrait alors préciser qui sont ces « vrais agriculteurs ».

En fait, la question de la finalité même du développement agricole est ainsi posée. Le rapporteur de la Cour des Comptes en est conscient puisqu'il écrit : « Il importe surtout de déterminer sans ambiguïté la finalité même du développement agricole ». Or, il s'agit d'un choix politique majeur, celui-ci est loin d'être clair. La nature des arguments, notamment ceux qu'emploie la Cour des Comptes, témoigne de conceptions bien simplistes quant aux modalités de circulation de l'information dans notre société. Le schéma linéaire qui veut que l'innovation, l'information nouvelle coulent des laboratoires de recherche vers les agriculteurs par l'intermédiaire d'un certain nombre de relais, fondait explicitement la vulgarisation dont c'est précisément la signification étymologique.

Le passage au développement ne l'a pas vraiment remis en cause, si l'on considère l'articulation des structures actuelles de l'INRA aux groupes de base en passant par les Instituts techniques et les SUAD. Le même schéma inspire probablement les rapporteurs de la Cour des Comptes lorsqu'ils préconisent la concentration des groupements de base pour en accroître l'efficacité. Pour-

tant, la notion même de groupe de base, la responsabilité confiée aux agriculteurs impliquent une remise en cause de ce schéma. La contradiction n'est pas levée, ce qui ne clarifie pas le débat, et chacun parle de la complexité des problèmes de développement agricole. Ainsi, par exemple, dans sa réponse au rapport de la Cour des Comptes, le Ministre de l'Agriculture souligne le caractère « ample, difficile, extrêmement différencié » de la mission confiée à la profession. Pourtant, comme le note en 1970 le rapport du groupe G 8 du CNEPDA, les recherches en matière de développement sont très limitées et très partielles.

Pour contribuer à combler cette lacune, nous avons répondu à la demande des responsables du développement agricole du département des Vosges, formulée en 1970 en vue d'éclairer l'ensemble de leurs choix en la matière.

A cette date, la seule définition du groupe formé aurait consisté à dire qu'il était composé d'enseignants et de chercheurs de diverses disciplines : économie, sociologie, agronomie, zootechnie, et que son domaine d'étude était l'agriculture du département des Vosges. Cette définition, vague, reflète à la fois le faible degré d'élaboration de notre projet scientifique et notre méfiance vis-à-vis d'une approche qui se serait voulue plus élaborée, mais qui aurait risqué d'être trop partielle, a priori, par rapport à l'ensemble des problèmes auxquels ont à faire face les responsables du développement agricole.

Pour vague qu'elle soit, cette définition contient cependant l'essentiel. Elle implique en effet trois objets d'étude et leurs relations :

— un territoire : ensemble continu de ressources naturelles, d'équipements, de populations ;

— une activité : l'agriculture dont les facteurs essentiels de production sont liés au territoire ;

— des structures de décisions collectives : le département a été choisi de préférence à toute autre unité spatiale parce qu'il est la structure essentielle des actions collectives concernant l'agriculture.

Le groupe est composé d'enseignants et de chercheurs, non de mécènes ou de politiciens ; leur intention est de comprendre les phénomènes et l'influence que peuvent avoir cette compréhension et les moyens utilisés pour l'élaborer, sur la réalité qu'ils observent.

(2) *Plaidoyer pour un développement agricole cohérent et efficace*. Syndicat National des Conseillers de Développement Agricoles, Paris, 1973, p. 4.

Précisément, cette relation entre la réflexion et l'action, entre l'élaboration de la compréhension d'une réalité et l'évolution de cette réalité, pose le plus de problèmes. Après plus de deux années de travail, nous pensons pouvoir tirer de notre expérience quelques enseignements sur le sujet. Nous examinons ici successivement les problèmes liés à la place du chercheur par

rapport à l'action, et les difficultés que nous avons vécues pour réaliser une recherche pluridisciplinaire, celles-ci nous semblant en partie liées à ceux-là. Au préalable, une description de la démarche entreprise que nous avons suivie paraît nécessaire pour permettre au lecteur de situer la portée de notre témoignage.

I - LA DEMARCHE SUIVIE

A priori la démarche, très globale, devait prendre en compte l'ensemble des phénomènes qui contribuent à l'évolution de l'agriculture du département. Cette compréhension nous paraissait en effet nécessaire pour situer convenablement les effets possibles des actions de développement. Ce désir nous a amenés à constituer d'emblée une équipe pluridisciplinaire, comprenant agronomes, zootechniciens, économistes et sociologues et s'intéressant à l'ensemble du département : en effet, un certain nombre de choix sont faits à ce niveau et de ce niveau émanait la demande qui nous était faite. Avant de présenter les différentes étapes de la démarche, il convient de préciser davantage la nature de la demande.

NATURE DE LA DEMANDE PREMIERE ESQUISSE DE LA DEMARCHE

L'équipe de recherches s'est, bien entendu, formée par cooptation. L'un de nous a d'abord été sollicité par le directeur du SUAD à la suite de discussions au sein du CDDA. La demande émane donc des responsables du développement du département ; une réunion des présidents et directeurs des principaux organismes professionnels agricoles du département l'a d'ailleurs confirmé en février 1971. Cette demande a surtout été assumée et exprimée par le directeur du SUAD, celui de l'EDE et le secrétaire du CDDA.

La demande était assez générale, il s'agissait de comprendre l'ensemble des phénomènes présidant à l'évolution de l'agriculture des Vosges afin de permettre de dégager une politique cohérente qui puisse être acceptée par toutes ou presque les organisations professionnelles. A ce stade, la demande a donc une double dimension : comment évolue l'agriculture du département ? Comment les actions de développement peuvent-elles infléchir cette évolution ? Compte tenu de notre passé de chercheur, nous avons tenté de répondre d'abord à la première question sans nous interroger alors sur la possibilité de dégager une unanimité sur la seconde, c'est-à-dire sur le choix d'une politique. En fonction d'un premier examen de la situation et surtout de nos compétences, nous avons choisi de commencer par l'étude d'aspects partiels de cette évolution :

1) comment les agriculteurs choisissent-ils leurs systèmes de production ? Quels sont, à leur niveau, les déterminants de l'adoption du progrès technique ?

2) comment évoluent les structures d'exploitation sous l'effet des forces externes à l'agriculture, notamment par l'intermédiaire du marché de l'emploi et du marché foncier ? En particulier, comment le développement économique général s'inscrit-il dans l'espace et comment module-t-il l'évolution de l'agriculture ? 3) quels sont les déterminants de l'évolution de la demande de lait ? Quelle est la dynamique d'évolution de l'industrie laitière ? 4) quelles sont les principales caractéristiques de l'évolution du milieu social agricole ? Comment agissent-elles sur l'évolution de l'agriculture ?

Ces recherches analytiques, plus ou moins coordonnées entre elles, ne pouvaient pas suffire. En janvier 1972, sous la pression des responsables qui ne pouvaient pas attendre la fin de ces recherches analytiques, et aussi par suite de notre désir de relier entre elles les différentes approches, une première synthèse provisoire a été tentée. Elle a donné lieu à la rédaction d'un document intitulé « Première ébauche d'un diagnostic sur l'évolution de l'agriculture et de la société rurale des Vosges », fondé sur les premiers résultats des recherches analytiques, mais aussi sur la collecte systématique d'informations sur les conditions naturelles, la population et l'emploi au niveau du département. Conçu comme instrument de dialogue avec les professionnels, ce diagnostic a eu surtout pour mérite de favoriser l'élaboration d'une vision plus globale. Pour diverses raisons qu'il conviendrait d'analyser plus à fond, il n'a pas vraiment servi de base de discussion. Peut-être est-ce dû notamment au fait qu'il était trop global et qu'il n'abordait pas du tout la question des moyens d'infléchir l'évolution actuelle, seule question, en dernier ressort, à intéresser les responsables du développement agricole. Peut-être si nous sommes optimistes, pouvons-nous penser qu'il a contribué à la prise de conscience de la nécessité d'une action concertée entre les différentes organisations agricoles départementales.

En tous cas, pour répondre notamment à la demande de l'ANDA d'établir des programmes pluriannuels de développement, la FDSEA prit à la fin de 1972 l'initiative d'une concertation inter-organisations. D'où la constitution de commissions de travail, auxquelles un certain nombre d'entre nous ont participé, chargées de préparer un plan pluriannuel. Avant de revenir sur les difficultés rencontrées, et dont certaines ont déjà été signalées, il convient de préciser davantage le contenu de chacune des étapes.

LES RECHERCHES ANALYTIQUES

Les travaux, dont la plupart sont encore en cours actuellement, ont porté sur quatre centres d'intérêt.

a) *La demande de lait par les industries laitières.* Une première publication (3) décrit les principaux produits laitiers vendus par les transformateurs, propose une classification de ces derniers en cinq groupes (industriels : gros, moyens, petits, et coopératives : laitières, fromagères) ayant des situations et des comportements différents. L'évolution des rapports entre producteurs et transformateurs y est analysée. Ce travail se poursuit actuellement par l'étude des marchés nationaux des produits laitiers des Vosges et par celle des décisions d'investissement des différentes catégories d'entreprises.

Les modalités de paiement du lait dans une zone du département et leurs répercussions sur la croissance des exploitations agricoles ont fait l'objet d'un mémoire préparé par deux élèves de l'ENSSAA. En fait, il ne semble pas y avoir de grandes variations dans les modalités de paiement. La surface actuellement exploitée apparaît comme le principal facteur de survie et de croissance ou de disparition des exploitations.

b) *L'étude des décisions des agriculteurs* a été entreprise à divers niveaux. Une enquête approfondie auprès d'un échantillon aléatoire d'agriculteurs de la zone de Rambervillers a permis de mettre en évidence de très grandes différences de niveaux techniques pour un même système de production (élevage bovin laitier) et indépendamment des structures de production. L'examen détaillé des monographies d'exploitations suggère une grande cohérence entre le comportement des agriculteurs et leur situation. On comprend en particulier pourquoi tous ne sont pas également intéressés par les actions de développement. Si l'on veut être utile à un grand nombre, c'est une batterie de services très différenciés qu'il faut offrir. En outre, il est clair que tous ne sont pas intéressés par des actions techniques et ceci à juste titre.

Au niveau départemental, une première description des productions bovines a été réalisée (4) à la suite d'une enquête menée auprès des inséminateurs. Ce travail a permis de compléter les informations statistiques disponibles.

c) *Répartition des hommes et des emplois sur le territoire.* Il est utile d'essayer de mettre en relation un certain nombre d'observations portant sur les évolutions passées et la situation présente de l'emploi, du marché foncier, de l'utilisation du sol, des systèmes de production agricole et sur les possibilités d'accès à divers marchés de consommation.

Ce travail est entrepris pour l'ensemble des communes du département. Il utilise les données statistiques disponibles à des époques différentes, mais également les informations obtenues au cours de tournées qui ont

permis de repérer des traits caractéristiques des différentes situations et paysages (5).

Ainsi a été rassemblée une information importante sur le milieu naturel, les exploitations agricoles et l'occupation des sols d'une part, sur l'environnement économique envisagé essentiellement sous l'angle du marché des facteurs de production pour l'agriculture d'autre part.

L'utilisation de ces données a été réalisée de deux façons :

- établissement d'une cartographie au 1/200.000 originale ;
- traitement statistique en utilisant un modèle de corrélation économique destiné à tester des hypothèses très générales sur les liens existant entre environnement économique - structures de production agricole et répartition des productions.

De plus pour 1/10 des communes, des analyses de cohortes permettant de suivre toutes les exploitations sur une période de 7 années a été entreprise dans le but de faire le lien entre l'évolution individuelle des exploitations et l'évolution du groupe des exploitations ayant leur siège dans une même commune.

Le but de cette démarche est double. D'une part, fournir un cadre général des explications des évolutions constatées, d'autre part, produire des outils de dialogue avec les acteurs du développement.

Ainsi cette étude embrasse délibérément tout l'espace du département. A ce titre, elle saisit tous les agriculteurs. Elle peut donc plus facilement que le thème précédent faire ressortir les solidarités et les conflits d'intérêt entre l'ensemble des agriculteurs, voire des résidents, d'un même territoire. C'est dans cette voie que les recherches actuelles sur ce thème sont engagées.

d) *Aspects sociologiques.* Dans ce domaine, un premier travail (non publié) a consisté à analyser les changements spectaculaires dans l'expression syndicale des agriculteurs face aux problèmes laitiers. Un premier dépouillement du « Paysan Vosgien » révèle des différences radicales de point de vue sur la place que les agriculteurs se reconnaissent dans la société. Ces différences sont-elles liées aux structures d'exploitations ? Ont-elles une incidence sur les choix scolaires et sont-elles influencées par les institutions de formation professionnelle agricole ? Ces questions constituent le thème des recherches en cours actuellement.

(3) MARSHALL (E.) et BROSSIER (J.). — « La demande de lait », ENSSAA, Dijon, 1971.

(4) COMPAROT (J.P.). — Contribution à l'étude des productions animales dans le département des Vosges, ENSSAA, Dijon, 1971.

(5) Ces tournées ont permis la mise au point d'un montage audiovisuel, présentant des situations types de l'agriculture du département et les problèmes qu'elles soulèvent, INRA-SEI, Versailles.

Une autre recherche menée en parallèle a eu pour objet de saisir, par une série d'interviews, auprès d'institutions de formation, la signification sociale du métier d'agriculteur et certains mécanismes profonds des mutations professionnelles agricoles liées à la formation.

Enfin, l'observation de la diffusion, grâce à un montage audio-visuel d'un travail réalisé par des femmes d'agriculteurs a permis de cerner certaines caractéristiques d'un processus d'animation.

LE DIAGNOSTIC

Ce diagnostic est à nos yeux un schéma représentatif du jeu des principes variables ayant déterminé la situation actuelle au cours de l'évolution passée. Il s'agit d'une vue dynamique et non d'une simple description de cette situation. Il suffira de présenter ici les hypothèses sur lesquelles elle repose.

L'évolution de l'agriculture, au sens étroit de secteur productif, et celle de la société rurale sont étroitement imbriquées. Elles doivent donc être étudiées simultanément, une attention toute particulière devant être portée aux liaisons entre ces deux ordres de phénomènes.

La croissance économique générale (augmentation de la production et du revenu) et les phénomènes qui l'accompagnent (industrialisation, urbanisation, développement des moyens de communication, etc...) déterminent en partie à la fois l'évolution de la société rurale et de la production agricole. *Le phénomène le plus important est la réduction du nombre de personnes travaillant dans l'agriculture.* Ceci entraîne à la fois des changements dans les structures agricoles de production et des mutations sociales liées au passage de l'état de paysan aux métiers de la société industrielle. La relation entre les travailleurs, les moyens de travail et les hommes qui les détiennent est affectée. La répartition des tâches au sein des familles rurales est modifiée.

La société rurale est également perturbée par la diffusion des éléments culturels issus de la société industrielle et urbaine, diffusion facilitée par le développement des moyens de communications sociales (mass media). Il en résulte une modification du système de valeur qui influe sur les relations de pouvoir.

L'évolution de la société rurale peut néanmoins se réaliser selon des modalités très variables, en fonction de l'implantation des emplois et du peuplement, les relations qu'entretiennent ceux qui quittent l'agriculture et ceux qui restent, les niveaux des revenus agricoles, de la nature du travail accompli par les uns et les autres, etc... Nous pensons que dans les Vosges, la dissémination d'une population non agricole relativement nombreuse dans une multitude de villages et l'absence de très grandes concentrations urbaines continuent à donner à la société rurale une certaine originalité.

L'évolution de la société rurale exerce une influence sur l'évolution du secteur agricole. Cette influence existe au moins à deux niveaux :

— dans le domaine de la production d'une part, l'adoption du progrès technique joue un rôle essentiel or il est clair que toute adoption du progrès technique prend nécessairement une signification sociale. L'image de modernité étant très valorisée, son adoption est certes favorisée, mais il peut aussi y avoir de sérieux obstacles dus aux perturbations qu'elle provoque dans la répartition des tâches au sein de la famille et dans le statut social des uns et des autres.

— dans le domaine de la répartition du revenu d'autre part, *l'évolution de la société rurale,* sous l'effet de la diffusion des éléments culturels de la société industrielle, entraîne une élévation des besoins de consommation des ménages agricoles. Il en résulte des changements dans l'arbitrage qui est fait entre consommation et épargne, donc à la fois une difficulté plus grande de financer les investissements et une exigence plus grande de revenus.

L'évolution de la production agricole influence en retour celle de la société rurale.

Il se peut que dans certaines conditions, l'accroissement de surface des exploitations et l'adoption de certains progrès techniques permettent de dégager des revenus jugés satisfaisants, sans bouleversements fondamentaux de la société rurale. Dans ce cas, celle-ci pourra mieux résister aux pressions de la société industrielle.

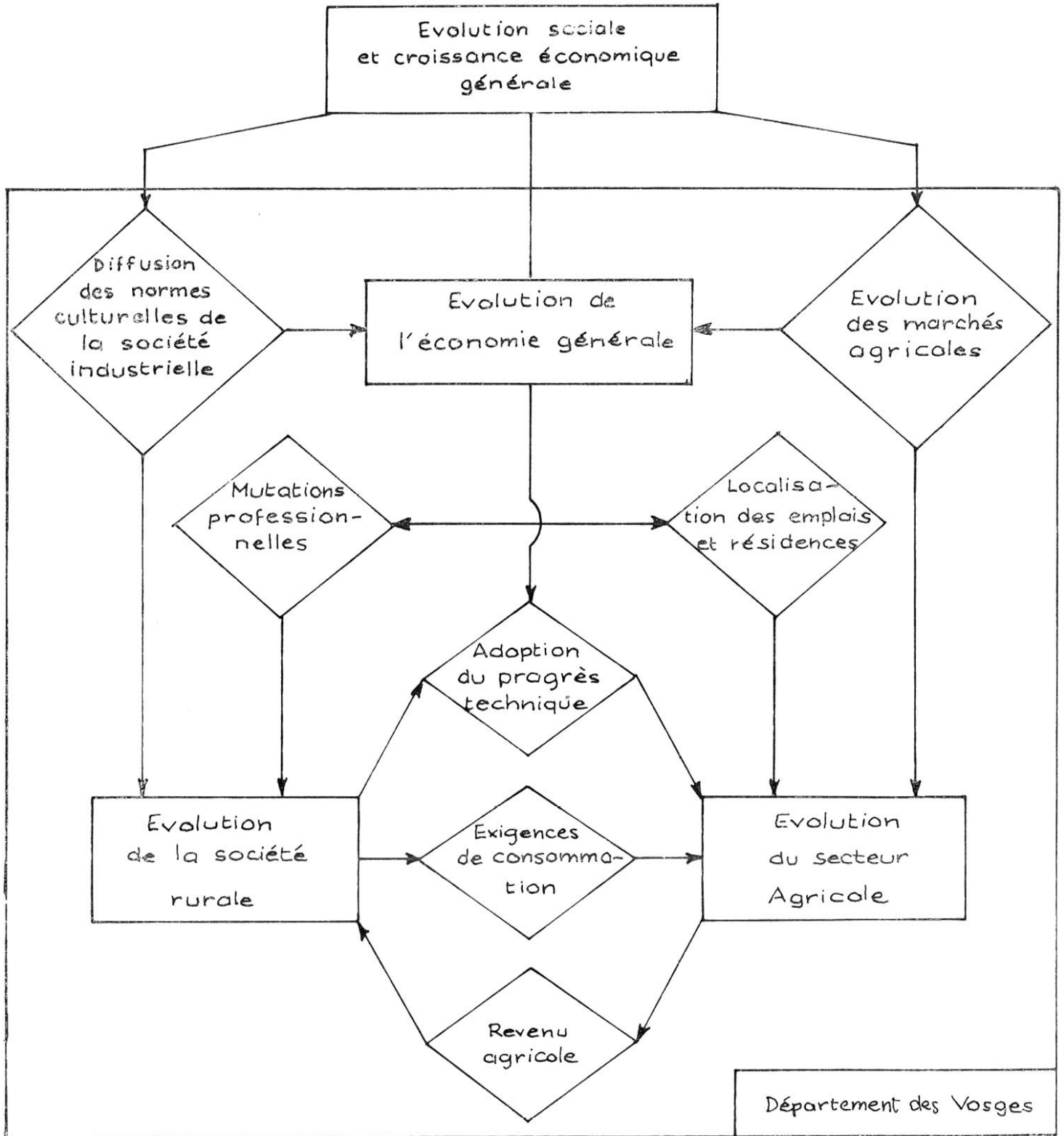
Les interrelations entre les différents phénomènes peuvent être schématiquement représentées (6).

Cette présentation est certes très simplifiée. On serait souvent tenté d'ajouter un effet en retour aux flèches que nous avons indiquées. Néanmoins, nous pensons avoir retenu les relations les plus importantes. Elles nous permettent d'ordonner l'analyse en trois parties :

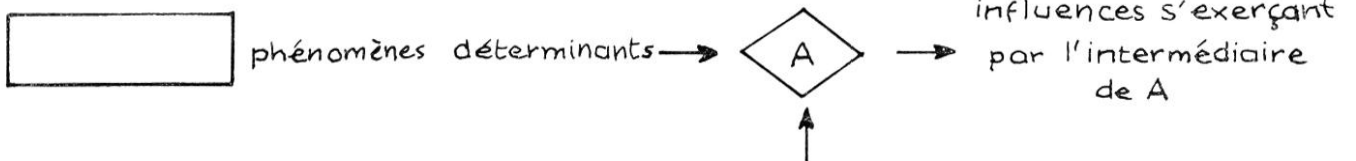
- l'évolution économique générale du département (en insistant sur les variations de l'emploi) ;
- l'évolution de la société rurale (nous insisterons là sur les caractéristiques originales de la situation dans les Vosges) ;
- l'évolution du secteur agricole.

En fait, si cette structure des hypothèses permet de conceptualiser les relations entre l'évolution du secteur agricole et le milieu social correspondant, il nous a été difficile d'être très spécifique sur ce point dans le cas des Vosges. Cette difficulté est probablement caractéristique des obstacles à la pluridisciplinarité dans le cadre des sciences sociales. Nous réexaminerons ce problème dans la deuxième partie de cette communication.

(6) Cf. schéma page 122.



→ influence



RELATIONS ENTRE LES FACTEURS DE L'EVOLUTION SOCIO-ECONOMIQUE

LA PREPARATION DU PROGRAMME PLURIENNAL DE DEVELOPPEMENT

Le but des commissions de travail était d'élaborer un programme de développement. Ces commissions comprenaient des agriculteurs et des cadres permanents des différentes organisations professionnelles départementales, des techniciens du SUAD et des chercheurs. Il est difficile de porter aujourd'hui un jugement sur cette étape qui n'est pas terminée. A ce stade on peut se demander s'il en sortira vraiment un programme de développement. Quelques observations peuvent néanmoins être faites sur la dimension politique de toute action de développement et sur le rôle de chercheurs dans une instance de concertation.

Les discussions, malgré leur désordre difficilement évitable, ont clairement montré les différences d'attitude entre les divers participants sur les priorités à accorder aux différentes actions. Il est probable que, malgré un accord unanime lorsque les objectifs étaient discutés en termes généraux, la finalité donnée aux actions de développement agricole n'était pas la même pour tous. Certes, chacun n'a qu'une vision assez floue de cette finalité, ce qui explique l'accord facile dans la discussion des objectifs généraux. Par ailleurs, déduire les moyens d'atteindre les objectifs suppose une certaine vision de l'évolution de l'agriculture et des moyens d'infléchir cette évolution. Une telle vision procède toujours d'une connaissance incomplète, ce qui peut également être source de désaccord. Il n'en reste pas moins que les discussions en commissions ont laissé affleurer des projets politiques (au sens noble de ce terme) différents les uns des autres et plus ou moins précis. Dans cette perspective, le choix d'un programme de développement est l'enjeu d'une lutte, qui peut être

analysée en termes de rapports de forces. Il serait bien utopique de croire qu'un programme peut être le résultat d'une discussion objective et neutre qui indiquerait clairement quels sont les moyens à mettre en œuvre pour atteindre des objectifs clairs et unanimement acceptés.

Quel est le rôle des chercheurs dans une telle situation ? La neutralité objective est évidemment impossible. Le chercheur est d'ailleurs lui-même porteur d'une éthique qui est partiellement floue et dont il n'a pas toujours complètement conscience. Son rôle essentiel est celui d'un partenaire de réflexion qui apporte sa compétence. Celle-ci plutôt qu'en des connaissances, consiste en une certaine capacité d'analyser une réalité. En général, il sera plus que d'autres soucieux de la cohérence entre vision exprimée de la réalité, objectifs et moyens d'action pour la modifier, comme nous l'a dit un technicien : « Lorsque vous êtes là, les gens font attention, ils ne peuvent pas dire n'importe quoi ». Dans une certaine mesure, les chercheurs ont peut-être là pour rôle essentiel de faciliter non pas une utopique unanimité sur le projet politique mais une clarification des débats pour chaque participant ; chacun devenant plus conscient de ses propres objectifs et plus soucieux de la cohérence entre ceux-ci et son action. Un tel rôle ne restaure pas la neutralité du chercheur car, d'une part, tout le monde n'a pas intérêt à la clarification des débats, certaines questions sont toujours gênantes, pour les uns ou pour les autres, d'autre part, l'analyse de la situation produite par un groupe est toujours incomplète. Par son action le chercheur essaie de l'orienter dans la direction qui lui paraît essentielle ; il y a gros à parier que cette direction privilégiée est influencée, consciemment ou non, par le projet politique du chercheur.

II - DEUX DIFFICULTES MAJEURES

La narration de la démarche suivie par notre équipe dans les Vosges a mis en lumière plusieurs difficultés. Plutôt que d'en faire un inventaire ici, il paraît préférable de tenter, à la lumière de cette expérience, une réflexion sur deux points reliés d'ailleurs entre eux et qui sont au cœur de notre projet : la pluridisciplinarité et la relation avec l'action.

LA RELATION AVEC L'ACTION

Au cours du travail en commission, lors de la préparation du programme pluriannuel, cette question s'est posée avec acuité. Pourtant, elle était présente dès l'origine de la recherche lorsque nous avons défini notre projet commun par référence à une demande. L'expérience a montré qu'il ne suffisait pas de répondre à une demande relativement bien identifiée pour que les difficultés disparaissent. Ceci est d'autant plus vrai qu'en matière de développement agricole les responsa-

bilités sont diffuses. Si l'on veut étudier le développement agricole dans sa globalité, il faut nécessairement s'interroger sur la nature de la demande. Quel rôle jouent ceux qui l'expriment dans l'évolution de l'agriculture ? Qu'expriment-ils en réalité par la demande qu'ils formulent ? Toute instance départementale est bien entendu le lieu de rencontre de tendances diverses, parfois opposées. Les chercheurs ne peuvent pas ignorer cette situation. Nous pouvons bien entendu déclarer que nous sommes au service de tous.

Ce qui d'ailleurs nous interdit d'être au service exclusif d'une seule demande : celle-ci exprime un besoin, d'autres ne sont pas exprimés. Mais le souci d'être au service de tous ne suffit pas car il esquivé les conflits d'intérêt entre agriculteurs, et entre les agriculteurs et les autres groupes sociaux. Que nous le voulions ou non, nous sommes obligés de prendre parti au nom de notre propre éthique sociale.

Ne risquons-nous pas alors de tomber dans le piège technocratique ? A ce stade il convient de distinguer entre attitude technocratique et engagement idéologique. Si par exemple il nous apparaissait clairement que la maîtrise de tout processus de développement requiert la connaissance des conflits et des solidarités entre les agriculteurs d'une petite région, proposer à ceux-ci cette prise de conscience des conflits et des solidarités, de manière à ce qu'ils perçoivent mieux les conséquences de leur choix, ne nous paraît pas procéder d'une attitude technocratique dans la mesure où nous ne nous substituerions pas aux responsables dans la prise des décisions. Il est clair, néanmoins, qu'une telle action refléterait assez clairement un engagement idéologique, notamment une certaine vision du rôle des chercheurs dans la société.

Ayant ainsi abandonné la possibilité pour le chercheur de rester idéologiquement neutre, comment retrouver les avantages pour la société que l'on attribuait à cette neutralité ? En fin de compte comment permettre à tout acteur de se situer par rapport à la réflexion produite par le chercheur ? A ce stade de nos réflexions, la réponse ne peut être que pragmatique : il faut encourager et surtout maintenir la pluralité des engagements idéologiques des diverses équipes de recherches. Il faut aussi soumettre les travaux des chercheurs à la critique du plus grand nombre possible d'acteurs du développement. En procédant ainsi, on peut espérer que ceux dont la situation n'a pas été correctement prise en compte par l'analyse pourront le dire et auront ainsi l'occasion de faire entendre leur voix. Ces deux prescriptions ne suffiront pas à régler définitivement les difficultés. Un tel règlement supposerait sans doute qu'il n'y ait plus de conflit au sein de la société !

Dans ce cas, recommander de soumettre les travaux des chercheurs peut paraître bien naïf, compte tenu notamment des difficultés de communication renforcées par la tendance fâcheuse, mais partiellement légitime, qu'ont les chercheurs à s'exprimer dans un jargon parfois hermétique. De plus, il ne suffit pas à l'opprimé de faire entendre sa voix pour que l'oppression cesse. Sachant donc bien qu'il ne s'agit pas de solutions définitives, encourager la pluralité idéologique et la critique la plus large nous apparaît une recommandation pragmatique.

Ce que nous venons de dire s'applique de façon générale à presque toute forme de recherche sociale. Des difficultés particulières existent dans le cas des recherches sur le développement agricole.

Or l'objet du développement agricole, tel qu'il est défini à l'article 1^{er} du décret du 4 octobre 1966, est de permettre aux agriculteurs d'être mieux informés et plus conscients. Implicitement cette conscience de leur situation doit leur permettre de se déterminer en meilleure connaissance de cause.

Rien ne peut assurer a priori que toutes les décisions plus conscientes qu'ils vont prendre grâce notamment aux efforts de « développement agricole » seront cohérentes avec les autres aspects de la politique agricole suivie par l'Etat.

Pourtant le Ministère de l'Agriculture dans sa réponse au rapport de la Cour des Comptes de 1970 affirme : « Les objectifs du développement agricole sont intimement liés à l'orientation des productions, elle-même fonction des données économiques dépendant en particulier des débouchés existants ». N'est-ce pas l'affirmation d'une exigence de planification au niveau national ? Dans quelle mesure le fonctionnement décentralisé de notre économie, renforcé par les actions de développement, est-il compatible avec une telle planification ? Cette éventuelle contradiction est-elle à l'origine de l'accent mis sur la « nécessaire organisation économique des producteurs » ? Il est évident pourtant qu'une telle organisation n'est pas conforme à l'intérêt, ou plutôt aux objectifs de tous les agriculteurs ?

Dans quelle mesure les chercheurs doivent-ils prendre parti dans ce débat ? La question dépasse le cadre des seules recherches sur le développement agricole, elle touche à toutes les recherches en économie rurale. Dans cette perspective, il apparaît alors clairement que les chercheurs apportent des réponses diverses à la question posée. Certains placent au premier plan « l'organisation économique » des producteurs et, très logiquement, sont alors conduits à proposer de distribuer les crédits du développement agricole par le canal des organismes de commercialisation de produits agricoles. Il est clair que nous n'avons pas les mêmes priorités, sinon nous n'étudierions pas les problèmes qui se posent aujourd'hui aux responsables actuels du développement agricole.

Cette diversité de position des équipes de recherches nous paraît heureuse ; elle illustre ce que nous avons dit ci-dessus sur la nécessaire pluralité des engagements idéologiques.

LA PLURIDISCIPLINARITE

La nécessité de la pluridisciplinarité est reconnue par tous. En dernière analyse, la fragmentation de nos connaissances en une multitude de disciplines scientifiques est le signe le plus évident du caractère partiel et limité de ces connaissances. Par contre, les problèmes auxquels les décideurs ont à faire face impliquent le plus souvent des aspects divers recouvrant plusieurs disciplines. Pourtant affirmer la nécessité de la pluridisciplinarité, voire de l'interdisciplinarité, former une équipe faisant appel à des spécialistes de disciplines diverses affirmant leur bonne volonté de collaborer, ne suffit évidemment pas pour dépasser le stade de la simple juxtaposition des démarches, véritable pierre d'achoppement du travail pluridisciplinaire. Comme indiqué ci-dessus, notre équipe n'a pas échappé à ces difficultés.

Pour nous les difficultés apparaissent à première vue liées aux relations entre les différentes approches au sein des sciences sociales. Il ne s'agit pas seulement des rapports entre sciences sociales ; au sein même de l'économie nous pouvons distinguer deux approches dont nous n'avons pas su faire la synthèse. L'une donne la priorité à l'étude des comportements individuels des exploitants en prenant l'évolution des structures comme une donnée exogène. L'autre au contraire privilégie les comportements de groupes, insistant en particulier sur le fait que l'évolution des structures dépend certes de forces externes à l'agriculture mais aussi des comportements de groupe des agriculteurs. On retrouve là le fameux hiatus entre approches micro et macro économiques. Chacun s'accorde à reconnaître la nécessité de l'une et l'autre mais la synthèse n'est pas faite. Peut-elle l'être autrement que pour éclairer une situation donnée à un moment donné, et ce de façon partielle d'ailleurs ?

La synthèse n'est pas faite non plus avec l'approche sociologique qui a, en fait, mis l'accent sur les relations de pouvoir à l'intérieur de la société rurale des Vosges. Il est évident que ces relations de pouvoir ont notamment un fondement économique, ce qui est a priori favorable à un travail pluridisciplinaire. Pourtant les deux approches économiques esquissées ci-dessus n'ont pas pris ces relations de pouvoir comme principal objet d'étude.

A ce stade, on peut d'ailleurs se demander si les difficultés de synthèse sont essentiellement liées aux relations entre disciplines scientifiques. Les frontières sont peut-être d'une autre nature. Les économistes ont des difficultés à l'intérieur de leur propre discipline. Quant aux agronomes et aux zootechniciens, la plupart se sentent assez facilement à l'aise dans la première approche économique que nous avons esquissée : celle qui privilégie l'étude des comportements individuels. Certes la tentation « techniciste » — selon laquelle l'analyse doit se cantonner aux seules considérations techniques indépendamment de toutes considérations sur l'insertion sociale et économique des agriculteurs — perce encore parfois, mais elle reste limitée parce qu'en fait, l'appartenance de ces « techniciens » à notre équipe témoigne d'une certaine « conscience sociale ». Plus significatif nous paraît être le malaise d'un agronome, ayant le souci constant de resituer l'analyse dans son cadre spatial et qui ne veut donc pas se laisser enfermer dans l'approche individuelle. Cette tendance n'implique-t-elle pas le souci de prendre en compte l'ensemble de l'espace et des hommes ?

Ainsi les lignes de clivage que nous esquissons ne sont pas celles des disciplines scientifiques. Par quoi ont-elles fondées ? A titre d'hypothèse, qu'il faudra approfondir ultérieurement, on peut supposer que progressivement des différences idéologiques subtiles, mais peut-être profondes, se sont révélées à l'intérieur du groupe de chercheurs. Les uns — souvent fils d'agriculteurs d'ailleurs — sont prêts à prendre les objectifs

individuels des agriculteurs comme des données, ce qu'ils veulent c'est les aider à mettre en œuvre en meilleure connaissance de cause les moyens d'atteindre ces objectifs. D'autres, plus conscients des solidarités et des conflits d'intérêt, dans l'occupation de l'espace notamment, cherchent à aider les agriculteurs à en prendre conscience pour qu'ils puissent contribuer à un meilleur aménagement de l'espace et ainsi à une meilleure organisation de la société. D'autres enfin, mettant plus l'accent sur les rapports de force, en particulier au sein du secteur agricole, veulent que les agriculteurs en prennent mieux conscience afin que les dominés puissent plus facilement se libérer eux-mêmes s'ils le veulent et s'ils le peuvent.

Ces considérations sur les clivages idéologiques au sein de l'équipe sont très hypothétiques. Elles ne sont indiquées ici que pour suggérer la nature de certaines difficultés rencontrées par une équipe de recherches travaillant sur les problèmes de développement agricole. Nous avons peut-être confondu problèmes de pluridisciplinarité et élucidation de projets politiques différents. Les deux ne sont sans doute pas indépendants dans la mesure où le choix de sa discipline qu'a fait le chercheur, et le projet politique, dont il est porteur plus ou moins consciemment, sont tous les deux influencés par son système de valeurs. Néanmoins, il est sans doute utile de les distinguer dans la mesure où, comme on l'a dit, les recherches sur le développement agricole ne peuvent pas être idéologiquement neutres.

Une condition d'un travail pluridisciplinaire efficace serait-elle alors l'acceptation par tous d'une espèce de plateforme idéologique commune qui permette de définir ensemble un objet et un objectif communs ?

A ce stade, il nous paraît difficile d'aller beaucoup plus loin sur ce terrain, d'autant plus que les clivages idéologiques que nous avons cru déceler ne sont pas parfaitement élucidés. Ils ont été révélés davantage par les priorités que chaque membre du groupe semble respecter dans son travail. Si donc les clivages apparaissent a posteriori, comment définir une plateforme idéologique commune a priori ? En outre, les clivages sont-ils aussi profonds que nous l'avons laissé entendre ? Tel chercheur, étudiant les comportements individuels, peut le faire au nom d'une répartition des tâches au sein de l'équipe sans pour autant considérer la sienne comme la plus importante. Il serait néanmoins surprenant que les choses soient aussi simples.

Sans donc trancher cette question de l'engagement idéologique, il est possible de tirer de notre expérience quelques leçons positives concernant l'exécution d'une recherche pluridisciplinaire. La progression semble avoir été réalisée par une succession de travaux partiels et de synthèses provisoires soulevant de nouvelles questions que des approches partielles peuvent éclairer contribuant ainsi à remettre en cause et à améliorer la

synthèse précédente. Ce processus a été suivi au niveau du département, c'est celui qui nous a amené à rédiger le « diagnostic ». Il a été suivi aussi au niveau de la région de Rambervillers au sein du groupe étudiant les décisions individuelles des agriculteurs. Il est d'ailleurs révélateur que dans ce groupe l'appartenance à telle ou telle discipline soit de moins en moins déterminante de la nature des prestations fournies par les membres du groupe.

Une autre leçon peut être tirée de notre travail sur la région de Rambervillers. C'est l'intérêt pour nous qu'a présenté la connaissance commune d'un même terrain. D'une part, cela nous a permis une distanciation indispensable dans les discussions au niveau départemental, en particulier lors de la préparation en commission du programme pluriannuel de développement. D'autre part, l'analyse, ensemble, d'une même réalité est la meilleure situation pour progresser. Elle nous a en particulier permis de prendre explicitement en compte de nombreuses interrelations entre les divers aspects des phénomènes techniques et économiques caractéristiques d'une exploitation agricole. C'est aussi par l'analyse d'un même terrain que nous pensons progresser dans la synthèse des deux approches économiques. L'analyse des communes soumises à enquête en 1963 et pour le RGA de 1970 paraît prometteuse à cet égard.

CONCLUSION

L'examen des difficultés que nous avons rencontrées indique clairement que beaucoup d'entre elles résultent du caractère éminemment politique du choix des actions de développement agricole. A notre avis, les critiques portées aux institutions et aux pratiques actuelles ne reconnaissent pas explicitement les contradictions et les conflits qui président à ces choix. En particulier, l'exemple donné ci-dessus de la contradiction éventuelle entre l'objet du développement agricole cherchant à promouvoir des agriculteurs plus conscients, plus responsables et donc plus libres, et les autres aspects de la politique agricole, ne nous semble pas toujours pris en compte clairement. Le rapport de la Cour des Comptes, notamment, ne le mentionne pas. Or la façon dont cette contradiction est assumée à un moment donné est bien un choix politique.

Cette dimension politique conduit à reconnaître le caractère inéluctable de l'engagement idéologique des chercheurs. Nous avons même été amenés à poser la question d'un accord explicite sur une plateforme idéologique commune comme condition de fonctionnement d'une équipe de recherche, notamment d'une équipe

pluridisciplinaire définie par rapport à un terrain commun. Mais un tel accord est-il possible? L'ambition de constituer une équipe de recherches ayant pour objet d'étude les problèmes de développement agricole n'est-elle pas démesurée? Nous ne pouvons pas apporter de réponse définitive à cette question. Pourtant, nous pensons pouvoir tirer de notre expérience la leçon que, s'il est vrai que les choix en matière de développement agricole sont l'occasion de débats au cours desquels s'affrontent des points de vue très différents sur la finalité de ces actions, les débats peuvent être clarifiés par un effort d'analyse rigoureuse, caractéristique de la démarche scientifique. A notre avis, c'est dans cette voie que les chercheurs peuvent définir leur rôle.

La participation aux discussions des instances de décisions ne peut toutefois être fructueuse qu'à condition, pour les chercheurs, de conserver leur autonomie intellectuelle. Cela a été possible pour certains d'entre nous grâce au travail sur le cas des agriculteurs individuels de la région de Rambervillers, pour d'autres, grâce à la poursuite de recherches partielles. Mais l'autonomie intellectuelle n'a de sens que si les chercheurs sont à tout moment porteurs d'une vision globale des phénomènes d'évolution de l'agriculture : la recherche doit être authentiquement pluridisciplinaire. En fait, selon l'expression de nos collègues zootechniciens, il faut mener une recherche « d'écologie humaine ».

Cette vision du rôle des chercheurs repose peut-être sur une nouvelle conception des relations entre *l'analyse, la formation et l'action*. Les acteurs du développement ont besoin d'analyser leur propre situation pour pouvoir agir dessus. Leurs besoins de formation se situent précisément à ces deux niveaux. Les conseillers et les chercheurs peuvent les aider à se former et à se décider.

Pour notre part, nous pensons nécessaire d'accepter cette tâche, dans la mesure où elle permet de susciter la prise de conscience par les agriculteurs des tenants et aboutissants de leurs décisions et de leurs actions passées, afin de mieux prévoir les conséquences de leurs actions futures. Une telle conception pourrait avoir de nombreuses implications. Elle imposerait, en particulier, une révision des structures et des programmes de formation, tant dans l'enseignement scolaire ou périscolaire que dans les actions dites de formation financées par l'ANDA. Les procédures et les instances permettant de réaliser la tâche « d'animation » ainsi conçue restent néanmoins à imaginer.